Vidéo : interview du président burundais Evariste Ndayishimiye à RFI & France 24

@rib News, 14/07/2021 Source RFI & France 24 Evariste Ndayishimiye : « Il est temps de revoir les sanctions européennes contre le Burundi » Pour la première fois depuis son entrée en fonction, Evariste Ndayishimiye accepte de donner une longue interview des médias étrangers. Pour cela, il choisit RFI et France 24. Le président du Burundi est interrogé par l'envoyée spéciale de RFI à Kinshasa, Sonia Rolley, et par le correspondant de France 24 à Kinshasa, Clément Bonnerot. Il s'exprime notamment sur les droits de l'homme au Burundi, sur la reprise du dialogue avec l'état des relations entre son pays et le Rwanda.

Le président burundais Evariste Ndayishimiye vient de terminer une visite de deux jours à Kinshasa, en République démocratique du Congo, à l'invitation de son homologue congolais Félix Tshisekedi. C'était une visite de bon voisinage. Contrairement à son prédécesseur, le nouveau chef de l'état burundais multiplie les contacts avec ses voisins et cherche à renouer avec ses partenaires traditionnels, même si la question des restrictions de l'espace démocratique reste toujours une question épineuse. Plusieurs officiels burundais restent sous sanctions de l'Union européenne. La question des sanctions imposées par l'union européenne reste une grande préoccupation. Le président Ndayishimiye y fait mention plusieurs fois dans l'entretien accordé à RFI et à France 24. « Il est temps de revoir cette décision, je ne vois pas les raisons d'être de ces sanctions », explique le chef de l'état burundais, mais il rappelle que le dialogue est d'abord compris sur les questions des droits de l'homme. « Ils vont nous dire s'il y a des défauts, mais la vision commune », assure le chef de l'état burundais. « Nous voulons tous la protection des droits de l'homme et la bonne gouvernance », explique-t-il encore. Interrogé par RFI et France 24 sur les arrestations d'opposants et notamment des membres du parti d'Agathon Rwasa, le président Ndayishimiye assure que « des criminels veulent se cacher dans les partis politiques ». Et il renchérit : « Quand il est criminel, il est criminel, il n'a pas de parti politique ». Le chef burundais estime respecter l'état de droit, en ouvrant des procédures judiciaires. Il dément en revanche toute disparition. « Ce que je sais, c'est qu'il y a des criminels qui vont se cacher au Rwanda et les gens disent qu'ils ont disparu », affirme Evariste Ndayishimiye. Et pourtant le chef de l'état burundais assure qu'il y a une « évolution positive » dans les relations avec le Rwanda voisin, il revient sur les derniers pas faits de part et d'autre. Dans cette interview, le président burundais évoque aussi la détermination de son homologue congolais à lutter contre les groupes armés. Mais ces rebelles hostiles au régime de Bujumbura sont des « enfants de la nation », il se dit prêt à les accueillir s'ils souhaitent rentrer et même à participer à des opérations conjointes si la RDC l'y invite. Evariste Ndayishimiye dément en tout cas que son armée fasse des incursions au Sud-Kivu, comme cela avait été signalé par le groupe d'experts de l'ONU en

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});